

INTRODUCTION

Ce numéro de Provence historique contient, avec d'autres études sur la période révolutionnaire, la seconde partie des actes du colloque organisé par l'UMR Telemme, les Archives départementales des Bouches-du-Rhône et la Société de l'histoire et du patrimoine de l'Ordre de Malte qui s'est tenu à Aix les 27 et 28 mai 1994¹.

Les communications consacrées à l'histoire moderne se sont toutes concentrées sur les dernières années du XVIII^e siècle. En dépit du riche passé dans notre région des recherches d'histoire économique et sociale sur l'ordre de Malte, tradition illustrée notamment par la thèse de Gérard Gangneux sur *La Langue de Provence de l'Ordre de Malte aux XVII^e et XVIII^e siècles, étude économique et sociale*², les études en ce domaine semblent marquer le pas. Et le XVI^e siècle, sur ce point comme en bien d'autres, reste une terre à défricher.

1. L'organisation de ce colloque et la publication de ses actes ont été rendu possibles par des subventions généreusement accordées par l'Université de Provence, la Direction Régionale des Affaires Culturelles et la Mairie d'Aix-en-Provence qui trouveront ici l'expression de notre reconnaissance. Des remerciements tout particuliers s'adressent à François Pourcelet, ingénieur d'études au CNRS, qui fut à l'initiative de cette rencontre scientifique et qui en assura le secrétariat avec une remarquable efficacité.

2. Cette thèse, soutenue en 1970, n'a malheureusement pas été publiée. L'auteur en a tiré un petit livre : *L'ordre de Malte en Camargue aux XVII^e et XVIII^e siècles*, Grenoble, 1979, et de nombreux articles notamment dans *Provence Historique*, (1958, 1971, 1975).

D'un volet du colloque à l'autre l'éclairage se déplace. Si l'on retrouve dans la communication de M. Villard la gestion des domaines qui retenait principalement l'attention des médiévistes, la période étudiée qui va de la pré-Révolution au Directoire impose d'autres perspectives, plus politiques. Comme le montrent les papiers de Suffren qu'exploite F. de Ferry c'est le statut même de l'ordre qui est en question dès l'assemblée des notables de 1787 et surtout à partir de la convocation des États Généraux. Et ceci d'autant plus que cet ordre est aussi un État qui détient en Méditerranée des positions stratégiques. Les débats qui s'ouvrent alors, dont la vivacité se révèle à la lecture des documents publiés par F. Reynaud et F. Pourcelet, relèvent donc largement de la politique étrangère. Si la politique est ainsi au premier plan, ce dossier n'en est pas moins riche d'apports sur la société provençale de ce temps, de l'aristocrate passionnée aux marchands marseillais en passant par les fermiers et les acquéreurs des biens de l'ordre.

Noël COULET